

Les Droites et Extrêmes-Droites européennes contre l'écologie



«Les droites et les extrêmes-droites européennes pactisent contre l'écologie», dit Marie Toussaint, tête de liste des Ecologistes Français aux Européennes du 9 juin

Selon les sondages, l'extrême droite recueillerait plus du tiers des votes des électeurs français aux européennes. Sa progression pourrait lui faire gagner 1/5 des sièges au Parlement le 9 juin, tandis que libéraux et écologistes dégringoleraient.

De quoi rendre possible l'émergence d'un bloc majoritaire, composé des groupes conservateurs et nationalistes, coalisés contre toute politique écologique. Pourtant, la droite traditionnelle avait surmonté ses divergences avec la gauche et les libéraux pour s'entendre sur un Pacte vert ambitieux et cohérent avec l'urgence environnementale.

Depuis, en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas ou en Suède, la situation économique se complique. Les droites en profitent pour suspendre le progrès écologique. Voici trois exemples de ce qui se passe en Europe, au-delà de la France, à propos des élections européennes : Allemagne, Italie, Pays-Bas. Pas les moindres états de la construction européenne.

Le bashing anti-écolo est au zénith en Allemagne

Les Verts allemands sont aujourd'hui la cible n°1 des agressions politiques outre-Rhin. Des balles de fusil dans le courrier au caillassage de candidats en campagne, tout y passe. Le Bundestag a recensé 3 357 agressions contre des députés et leurs bureaux en 2023 (+ 82% par rapport à 2022). 43% des victimes sont des élus écologistes.

La guerre idéologique amorcée par le parti d'extrême droite AfD contre la politique climatique allemande n'est pas étrangère à cette nouvelle réalité. A la fin du mandat d'Angela Merkel, en décembre 2021, les Verts allemands étaient pourtant sur un nuage.

La crise des réfugiés s'était apaisée et la croissance économique, bien que molle, était positive. Face à la montée du dérèglement climatique, Bündnis 90/Die Grünen était alors le seul parti à porter un projet d'avenir concret pour faire face au réchauffement climatique.

Ce que les électeurs ont honoré aux élections européennes de 2019 (20,5 %), puis aux législatives de 2021 (14,5 %). Quand la coalition tricolore menée par Olaf Scholz s'est constituée en 2021, la politique climatique et de transformation écologique défendue par les Verts a été acceptée comme projet commun aux 3 partis de la coalition, que sont les Verts, le SPD et le FDP.

C'est-à-dire une politique alignée avec les ambitions du Green Deal européen. Même le soutien militaire à l'Ukraine, qui a conduit les Verts à rompre avec leur tradition pacifiste, et la crise énergétique consécutive à l'arrêt, dès 2022, des livraisons de gaz russe à l'Allemagne, n'ont pas entamé le crédit des écologistes.

Le refus des Verts de repousser, malgré la guerre en Ukraine, la date d'arrêt des dernières centrales nucléaires a cristallisé les tensions au printemps 2023. Deux tiers des Allemands sont en effet pour la prolongation. Et beaucoup d'entre eux ne comprennent pas pourquoi le gouvernement fédéral, sous la pression des Verts, préfère s'appuyer sur des centrales à charbon et à gaz bien plus polluantes.

C'est une première faille qui s'ouvre entre les partis de la coalition allemande, puisque les libéraux et les sociaux-démocrates sont favorables à faire durer le nucléaire et le font bruyamment savoir. Plus tard, c'est avec une Loi sur le chauffage discutée au long de l'année 2023, que tout bascule.

Le ministre de l'Economie et vice-chancelier Robert Habeck veut lancer la transition vers des chauffages fonctionnant

avec au moins 65 % d'énergies renouvelables d'ici à 2045. Alors que 48% des foyers se chauffent au gaz et 30% au fuel, et qu'une partie importante du parc immobilier allemand est trop mal isolée pour pouvoir accueillir des pompes à chaleur sans rénovation préalable.

D'ici à colporter l'image que les personnes âgées et les foyers défavorisés vont être forcés à changer de chauffage et se retrouver endettés jusqu'au cou, il n'y avait qu'un pas que l'AfD s'est empressé de franchir, alors même que les contours du projet n'avaient pas été ficelés.

Finalement, seuls les bâtiments seront équipés de nouveaux chauffages dès 2024, au lieu de tous les logements. 30% des coûts au minimum seront pris en charge par la puissance publique, pourcentage qui pourra monter à 50% si l'installation se fait avant 2028, et à 70% pour les ménages modestes.

Retour au calme? C'était sans compter sur une décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui a invalidé, mi-novembre, le «fonds spécial pour la protection du climat», jugé non conforme aux règles budgétaires allemandes, et notamment au frein à l'endettement inscrit dans la constitution, qui limite strictement le recours à la dette.

60 milliards d'€ destinés à la transition énergétique se sont envolés. Les subventions pour le chauffage ne seront pas touchées. Or personne ne sait comment les 5 milliards d'aide prévus pour développement des réseaux électriques seront financés. Le débat sur l'assouplissement du frein à l'endettement est ouvert, mais le processus prendra du temps.

De quoi limiter d'autant les possibilités d'atténuer les conséquences sociales de la transition, sur lesquelles Sahra Wagenknecht – qui a récemment quitté le parti de gauche radicale Die Linke pour créer son propre parti – insiste dans un discours qui fait mouche particulièrement à l'est de l'Allemagne. Du moins si d'autres options de financement ne sont pas explorées, via la fiscalité par exemple.

Les Verts, eux, intensifient leur lobbying en faveur de la mise en place d'un «Klimageld social», une allocation compensatoire versée à tous de 150 à 250 euros/an, et financée par la taxation du CO₂ qui impactera les plus gros pollueurs, que ce soit les entreprises ou les particuliers.

Profitant de ce contexte, le parti d'extrême droite AfD accentue ces derniers mois sa stratégie climatosceptique initiée dès 2019 et destinée aux perdants de la transformation écologique. Et en a fait un argument de campagne majeur dans l'optique des élections européennes.

Ainsi, le Green Deal européen plaît à l'AfD quand il s'agit de défendre les forêts, mais pas quand il s'occupe de l'agriculture, domaine considéré comme national, ni de la performance énergétique des bâtiments, pourtant égalant 30% de la consommation énergétique du pays. Le parti est également opposé à toute interdiction des voitures thermiques, possiblement destructrice de l'industrie allemande.

Le dernier sondage en date pour les européennes accorde 15% des intentions de vote à l'AfD, 14% aux Verts et 34% aux conservateurs qui, depuis le printemps dernier, sont également très actifs dans le *bashing* antiécologiste. «*Les principaux adversaires politiques de la CDU sont les écologistes*», assume le chef du parti conservateur Friedrich Merz.

Aux Pays-Bas, l'extrême-droite rejette l'impératif écologique

Le désaveu infligé aux politiques climatiques par les néerlandais lors des élections législatives de novembre dernier a été cinglant. 2/3 d'entre eux ont voté pour des candidats climatosceptiques. Avec 23,5% des voix, le *leader* islamophobe Geert Wilders est devenu le maître du jeu politique.

Les électeurs ont confirmé cette tendance en n'accordant qu'une lointaine seconde place (15%) à l'union électorale des travaillistes (PvdA) et du parti écologique Gauche verte, dirigée par l'ex-commissaire européen responsable du Pacte vert, Frans Timmermans. «*Le climat, nos océans, une nature saine et une agriculture durable, tout cela est menacé aujourd'hui*», s'était alors ému le directeur de GreenPeace aux Pays-Bas, Andy Palmen.

Depuis la crise de l'azote en 2019, l'environnement est devenu un sujet clivant de premier plan aux Pays-Bas. Cette année-là, le Conseil d'Etat a statué sur deux plaintes d'ONG qui pointaient le non-respect des directives européennes «Oiseaux» et «Habitats», et décidé que le gouvernement devait enfin s'atteler à réduire de manière drastique la pollution agricole liée aux épandages d'engrais et les émissions de gaz à effet de serre, l'azote en premier lieu, dans le pays.

Les gouvernements de centre droit successifs dirigés par le libéral Mark Rutte (VVD) se sont alors retrouvés face à une fronde violente des paysans. Parallèlement, la 4^e coalition formée en 2022 par l'indéboulonnable Mark Rutte accentue son ancrage vert, notamment avec la nomination pour la première fois d'un ministre de l'Environnement, Rob Jetten, du parti de centre gauche D66.

Les élections provinciales de 2023 et la victoire du Mouvement citoyen paysan (BBB), parti populiste eurosceptique fondé par Caroline Van der Plas, s'appuyant sur la colère paysanne et la peur du déclassement, ont confirmé que l'environnement est au cœur du débat public néerlandais.

Plus tard, en novembre 2023, Mark Rutte démissionne en raison d'un profond désaccord avec son allié de centre gauche sur une réforme drastique du droit d'asile, déclenchant des législatives anticipées dont le Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders est sorti vainqueur.

«*Il a profité de la situation pour orienter la campagne sur les dangers de l'immigration, la crise du logement, le tout ponctué d'attaques massives contre l'Union européenne avec un saupoudrage climatosceptique*», commente Benjamin Leruth. Le parti d'extrême droite de Geert Wilders pourrait faire son entrée au Parlement européen avec une dizaine de députés

Le manifeste climatosceptique du parti d'extrême droite PVV prétend que «*les Pays-Bas sont responsables de moins d'un demi pour cent des émissions totales de CO₂ dans le monde* » et que, en conséquence, le pays peut s'affranchir de toutes les mesures et plans climatiques décidés par l'UE et les gouvernements nationaux précédents.

«*Nous mettrons un terme à la réduction hystérique des émissions de CO₂, grâce à laquelle notre petit pays pense, à tort, pouvoir sauver le climat*». Geert Wilders n'a toujours pas réussi à réunir un gouvernement de coalition. Pour ne pas

effrayer, il a renoncé à être Premier ministre.

«Wilders aura besoin d'au moins deux autres partis pour former une coalition», explique Silke Mooldijk, analyste au sein du groupe de réflexion sur l'environnement NewClimate Institute, interrogé peu après les législatives par *The Guardian*. *Nous ne nous attendons pas à ce que ces partis acceptent un arrêt complet des politiques climatiques nationales*».

Selon un récent sondage Euronews-Ipsos, le PVV pourrait faire son entrée au Parlement européen avec une dizaine de députés comme opposants au Pacte vert pour la prochaine mandature.

En Italie, le nationalisme énergétique de Giorgia Meloni

L'axe énergétique Est-Ouest, fondé sur l'interdépendance énergétique entre l'Union européenne (UE) et le gaz russe, s'est brisé après l'attaque de Moscou sur l'Ukraine en février 2022. L'UE importait cette énergie à hauteur de 40 % en 2021, contre 8 % en 2023.

Depuis, un axe Sud-Nord se dessine et l'Afrique exporte 10 % du gaz européen. Profitant de la position de la péninsule, qui se situe sur la trajectoire de cet axe Sud-Nord, Giorgia Meloni entend faire de l'Italie un «*centre d'approvisionnement en énergie naturelle de toute l'Europe*», esquisse-t-elle.

Une perspective à inscrire dans le cadre de sa stratégie qui vise, depuis 2022, à «*faire de l'écologie une question de droite afin de promouvoir avant tout la sécurité énergétique nationale*», résume l'Institut Delors, dans une note consacrée aux critiques du Green Deal européen par l'extrême droite.

C'est l'ambition du «plan Mattei», vaste programme économique avec le continent africain qu'elle a présenté fin janvier, lors d'une conférence Italie-Afrique, à Rome. Doté d'un budget de 5.5 milliards d'€, il comprend des partenariats économiques dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, à l'image d'un projet de soutien à la production de céréales et d'oléagineux en Egypte.

Mais le principal pilier du plan Mattei est sans conteste l'exploitation des énergies, d'où sa dénomination bien choisie, qui pointe les liens de la dirigeante avec les énergies fossiles. Le nom du programme a en effet été choisi en référence à Enrico Mattei (1906-1962), le fondateur de ENI, *Ente Nazionale Idrocarburi*.

Ce géant des hydrocarbures, privatisé en 1988 mais dont l'Etat italien conserve 30% du capital, explore ou exploite déjà des gisements de pétrole et de gaz dans une quarantaine de pays d'Afrique. Si le plan Mattei, largement médiatisé, n'en est qu'à ses débuts, l'opposition italienne a d'ores et déjà dénoncé la faible implication du Parlement italien dans sa conception et le manque d'actions prévues en concertation avec l'Union européenne.

Les organisations de défense de l'environnement alertent sur le risque de focalisation du plan sur les énergies fossiles, notamment le gaz, au détriment de la quête de gains d'efficacité énergétique et du développement des renouvelables. Après une expansion des renouvelables au début 2010, qui ont permis d'atteindre en avance ses objectifs d'installation de capacités renouvelables pour 2020, les efforts ont ralenti entre 2014 et 2022, compromettant la réalisation des objectifs 2030, note l'Agence internationale de l'énergie.

Le gaz, lui, représente une part importante du mix énergétique italien (1/3 en 2021). Hautement dépendante de la Russie, Rome a signé, depuis février 2022, plusieurs accords gaziers pour sécuriser les approvisionnements de la péninsule, d'abord, ceux du reste de l'Europe, ensuite.

On citera les accords avec l'Egypte, l'Angola et le Congo. En 2022, l'Algérie est devenue le principal fournisseur de gaz de l'Italie. D'autres partenariats de l'Italie avec l'Afrique, signés ces derniers mois, vont dans le sens d'une plus forte exploitation de cette ressource.

En janvier 2023, ENI a ainsi annoncé 7,3 milliards d'€ d'investissement pour des sites gaziers *offshore* au large de la Libye. L'entreprise a aussi démarré la production de pétrole et de gaz naturel au large de la Côte d'Ivoire, en août 2023.

Avec ce plan Mattei, «*l'objectif est d'aider les pays africains qui souhaitent produire suffisamment d'énergie pour répondre à leurs propres besoins et exporter ensuite les excédents vers l'Europe*», vante par ailleurs Giorgia Meloni, qui présente également ce projet comme moyen de construire une nouvelle relation avec l'Afrique voisine.

Parallèlement, la dirigeante du parti d'extrême droite Fratelli d'Italia y a ajouté une dimension politique : elle entend diminuer les arrivées illégales de réfugiés – 158 000 en 2023, majoritairement venus depuis l'Afrique – grâce au développement et à la coopération économique avec le continent.

«*L'argument souvent utilisé pour motiver les nouveaux investissements dans le gaz et le pétrole est d'affirmer qu'ils stimulent le développement socio-économique des pays. Mais pour ces derniers c'est risqué. La croissance stable à long terme et durable, dont les pays africains ont besoin, ne peut être basée sur les combustibles fossiles*», prévient Lorena Stella Martini, membre de *Ecco climate*.

Ce *think tank* italien cite notamment le Mozambique, qui a déniché un champ de gaz en 2009. Ce pays du sud de l'Afrique est l'exemple parfait de la «*malédiction du gaz*»: la découverte de cette ressource naturelle conduit à l'instabilité et à la corruption, au lieu de générer de la richesse pour les locaux.

Nombre d'experts alertent également sur la fragilité du lien entre développement économique et arrêt de l'émigration. Pour Dean Bhekumuzi Bhebhe, responsable de la campagne «Don't Gas Africa» portée par la société civile africaine, «*ce plan néglige les facteurs critiques*», qui poussent les ressortissants au départ, «*notamment les difficultés économiques et le changement climatique* ».

«*D'ici 2050, environ 216 millions de personnes dans le monde seront déplacées à l'intérieur de leurs propres pays en raison du climat*, selon la Banque mondiale, dont près de la 1/2 en Afrique.

Le nationalisme énergétique, renforcé en Italie par Giorgia Meloni, est en hausse dans toute l'Europe, à la fois en raison de la crise énergétique et du virage à droite des Etats membres. Cela aura probablement des conséquences sur les élections européennes,

Enfin, la volonté de faire de l'Italie un hub gazier, avec focalisation des investissements sur ce domaine au détriment d'autres, «*retarde et décourage la décarbonation du système énergétique et productif national, mettant à risque les objectifs climatiques du pays*», pointe le *think tank* Ecco.

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après Alternatives Economiques n°448 de Mai 2024 <https://www.alternatives-economiques.fr/droites-europeennes-contre-lecologie/00110355>